Liste des recours contentieux de DLF en pays de Savoie

Collectivité ou organisme attaqué	Motif principal du recours	Date du Recours	Résultat du Jugement Ou affaire en cours	Date du Jugement	Commentaires
Préfet de l'Isère	Demande pour qu'il s'assure systématiquement avant de délivrer des autorisations d'occupation de l'espace public (foires ou salons), que l'organisateur respecte aussi la loi N° 94-665, en particulier pour les évènements : « Mountain planet «, « Tech fest », et « Minalogic business meeting ».	4 mars 2026	Affaire en cours d'instruction		
DDPP (Direction départementale de protection des populations) de Paris	Demande pour que la DDPP intervienne contre une infraction à la loi Toubon par la société ZARA (inscriptions en anglais dans certains de ses magasins).	30 oct. 2025	Affaire en cours d'instruction		
Département de Haute-Savoie	Demande pour inclure une clause langue française lors de l'attribution de subventions et de mettre en demeure au titre de l'article 15 une douzaine de bénéficiaires pour qu'ils respectent la loi.	28 déc. 2023	Non lieu à statuer : nous nous sommes désistés de cette affaire suite à la signature d'un protocole d'accord transactionnel		Le département avait décidé d'engager avec nous une procédure de médiation que nous avions acceptée. Il nous a donné des gages sérieux de sa volonté pour que dorénavant, toutes les demandes de subventions tiennent compte de la loi Toubon. Il s'est aussi engagé à répondre et à mettre en place des actions correctives pour tous les signalements de non respect de la loi que nous porterons à sa connaissance.
Département de Savoie	Demande pour inclure une clause langue française lors de l'attribution de subventions (application de l'article 15), de mettre en demeure le délégataire de l'aéroport de traduire en deux langues. Refus éggallement de remplacer le nom dde sa cart pouur lles collégiens nommée « Okay Savoie)tre de l'article 15 une douzaine de bénéficiaires pour qu'ils respectent la loi.	17 oct. 2023	Affaire en cours d'instruction		
France Travail (ex Pôle Emploi)	Demande de retirait de sa marque « Emploi store » et de donner des directives à ses services et prestataires pour qu'ils utilisent des appellations en français.	27 mars 2023	Requête rejetée	12 juin 2024	Jugement scandaleux mais pour des questions de coûts, nous n'avons pas voulu faire appel au Conseil d'État.
ville de Cluses	Organisation d'une manifestation nommée « Miam street food festival » et utilisation d'anglicismes.	13 juil. 2022	Victoire partielle	27 mai 2026	Jugement favorable. L'illégalité a été reconnue par le tribunal. La commune avait anticipé sa condamnation en modifiant le nom de cette manifestation et sa communication
Grand Annecy (communauté de communes)	Demande de retirait de sa marque « In Annecy mountains »	11 févr. 2019	Requête rejetée	4 mars 2021	Requête rejetée suite à une nouvelle jurisprudence du Conseil d'État sur l'interprétation de l'article 14
Département de Haute-Savoie	Vote de subventions illégales envers des manifestations nommées en anglais	20 mars 2018	Victoire partielle	4 juin 2020	Condamnation du département à demander la restitution de la subvention de 20 000€ attribuée à l'OT de La Clusaz
France Télévisions	remplacement de toutes les marques comportant une appellation partiellement ou totalement en anglais. Application **réelle** de l'article 39 du cahier des charges de France Télévisions qui proscrit les termes étrangers lorsqu'ils possèdent un équivalent en français, dans toutes les émissions, ou pour les JT	30 oct. 2015	Requête rejetée (incompétence du TA)	14 juin 2016	Recours avec 8 autres associations signataires comme « tiers intervenants », dont DLF, ALF,AFRAV …
Syndicat intercommunal du massif des Aravis	Demande de suppression de la marque « Lake Annecy ski resorts »	9 avr. 2015	Non lieu à statuer (en réalité c'était une victoire)	5 oct. 2017	Deux mois avant le jugement, ce syndicat avait décidé d'annuler sa marque en anglais ce qui était l'objet principal de notre recours
Commune de La Clusaz	organisation de plusieurs manifestations avec des noms en anglais	23 mars 2015	Requête rejetée	5 oct. 2017	
Département de Haute-Savoie	Vote de subventions illégales envers des manifestations nommées en anglais	24 juin 2014	Requête rejetée	5 oct. 2017	Demande d'aide juridictionnelle pour un recours en appel
communes de Hauteluce, et Beaufort sur Doron	site internet « Beaufortain bike » et anglicismes sur ce site	20 mai 2013	Requête rejetée	30 juin 2015	Requête rejetée, mais sous la pression, ces communes avaient rebaptisé leur site internet « Beaufortain bike » en « Beaufortain VTT ».
DDCSPP de Savoie (Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations)	Refus d'intervention auprès du magasin « sport leader »qui utilisait l'appellation « Design your life »	16 oct. 2012	Requête rejetée	9 juil. 2015	